



**Syndicat des Personnels Administratifs des
Services Extérieurs de l'Éducation Nationale - FO**



**Syndicat National Autonome des Personnels
d'Administration et l'Intendance**

Communiqué du SPASEEN-Force Ouvrière et du SNAPAI

Le gouvernement vient d'annoncer, par voie de presse et alors que la soi-disant concertation est en cours et sous le prétexte de rendre plus « efficace » l'« action publique », son intention de mettre en place un *“nouveau contrat social avec les agents publics”* et remanier en profondeur le statut de la Fonction publique.

Et les premières annonces sont éclairantes sur la logique qui conduit l'action gouvernementale :

- ✓ Un renforcement du « salaire au mérite », en fonction d'objectifs collectifs et individuels à atteindre ;
- ✓ Un recours plus important aux contractuels, en lieu et place du recrutement sous statut de fonctionnaire alors même que la Fonction publique fait appel à de nombreux précaires (1 million de contractuels sur 5,5 millions d'agents publics) ;
- ✓ Un plan de départ volontaire pour les agents qui refuseraient une mobilité forcée suite à une réorganisation liée, entre autres, à la réforme territoriale ;
- ✓ Un « dialogue social » simplifié et encore plus déconcentré par la transformation radicale des CAP en chambre d'enregistrement a posteriori de la décision de l'administration ou encore sa simple consultation sur des recours dans les cas estimés litigieux.

Pour le SPASEEN-FO et le SNAPAI, la situation est non seulement anxiogène pour les agents, mais laisse à penser que les décisions sont déjà prises.

Après le gel de la valeur du point d'indice décidée pour 2018, la réinstauration du jour de carence, l'annonce de 120 000 suppressions d'emplois de fonctionnaires pendant le quinquennat, dont déjà 200 postes d'administratifs au budget 2018, après les projets de transfert, de privatisation ou d'abandon de pans entiers de missions publiques, les nouvelles annonces du gouvernement sont inacceptables et destructrices.

Le SPASEEN-FO et le SNAPAI refusent l'ensemble des pistes évoquées qu'ils considèrent comme une nouvelle attaque contre les fonctionnaires et le service public. Elles mettent en danger aussi bien les garanties et droits des agents, que le service public lui-même.

Le SPASEEN-FO et le SNAPAI appellent les personnels à renforcer le syndicalisme libre et indépendant pour porter leur voix et défendre leurs revendications.